

Parc Extension : le renouveau d'un quartier d'intégration à Montréal

Cécile Poirier

Volume 6, numéro 2, hiver 2006

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/014447ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/014447ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Groupe de Recherche Ethnicité et Société
CEETUM

ISSN

1499-0431 (imprimé)

1499-044X (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cette note

Poirier, C. (2006). Parc Extension : le renouveau d'un quartier d'intégration à Montréal. *Les Cahiers du Gres*, 6(2), 51–68. <https://doi.org/10.7202/014447ar>

Résumé de l'article

Les quartiers sont des construits sociaux dans lesquels se côtoient des populations aux identités et aux trajectoires multiples. Pourtant, ils sont souvent qualifiés à partir d'attributs unidimensionnels qui ont peu à voir avec la réalité de l'ensemble des acteurs sociaux (résidents, intervenants communautaires, fonctionnaires, commerçants). Ce texte aborde cette question de la pluralité des perceptions et des pratiques du quartier en examinant l'évolution d'un quartier multiethnique montréalais à partir du concept de « quartier d'intégration ». Initialement à majorité grecque, puis lieu de transit de populations extrêmement diversifiées culturellement, Parc Extension connaît depuis quelques années des changements démographiques, urbanistiques et sociopolitiques qui en font un quartier d'intégration des communautés sud-asiatiques. Ultiment, la compréhension des dynamiques locales doit s'inscrire dans une analyse globale des interactions entre les territoires « pratiqués » par les différents acteurs sociaux.

PARC EXTENSION : LE RENOUVEAU D'UN QUARTIER D'INTÉGRATION À MONTRÉAL

Cécile Poirier

RÉSUMÉ / ABSTRACT

Les quartiers sont des construits sociaux dans lesquels se côtoient des populations aux identités et aux trajectoires multiples. Pourtant, ils sont souvent qualifiés à partir d'attributs unidimensionnels qui ont peu à voir avec la réalité de l'ensemble des acteurs sociaux (résidents, intervenants communautaires, fonctionnaires, commerçants). Ce texte aborde cette question de la pluralité des perceptions et des pratiques du quartier en examinant l'évolution d'un quartier multiethnique montréalais à partir du concept de « quartier d'intégration ». Initialement à majorité grecque, puis lieu de transit de populations extrêmement diversifiées culturellement, Parc Extension connaît depuis quelques années des changements démographiques, urbanistiques et sociopolitiques qui en font un quartier d'intégration des communautés sud-asiatiques. Ultiment, la compréhension des dynamiques locales doit s'inscrire dans une analyse globale des interactions entre les territoires « pratiqués » par les différents acteurs sociaux.

Neighbourhoods are socially constructed spaces for people who have multiple identities and trajectories. This multiplicity is often neglected when neighbourhoods are described by one-dimension attributes that do not reflect the different realities of the social actors (residents, community workers, officials, shopkeepers). This paper deals with the question of plural perceptions and practices of neighbourhoods by examining the evolution of a multiethnic neighbourhood in Montreal through the prism of the concept of “integration neighbourhood”. First an area dominated by the Greek community and later a transitional space for populations with very diverse cultural backgrounds, Parc Extension is now facing demographic, urbanistic and socio-political changes that are transforming it into an integration neighbourhood for South-Asian groups. In the end, I suggest, the understanding of local dynamics should be framed in a more global analysis of the interactions between the territories as “practiced” by different social actors.

Mots clés : quartier d'intégration, Montréal, quartier Parc Extension, communautés sud-asiatiques, marquage ethnique, diversité ethnoculturelle en milieu urbain.

Keywords: integration neighbourhoods, Montréal, Parc Extension, South-Asian Communities, ethnocultural diversity in the city.

Dans le cadre des processus concomitants de métropolisation et de fragmentation sociale (Bassand, Kaufmann et Joye 2001), les quartiers apparaissent à la fois comme des espaces de redéfinition de la cohésion sociale et comme l'expression spatiale de la ségrégation sociale. Espace fonctionnel, symbolique et social (Germain 1995), territoire institutionnalisé, stratégique et vécu (Boudreau 2004), le quartier recouvre en effet différentes dimensions dans lesquelles se déploient des réalités variées, notamment celles des résidents, des travailleurs, des nouveaux venus et des anciens (Charbonneau et Germain 1998). Cette pluralité des fonctions et des pratiques se forme de façon progressive, s'inscrivant dans des temporalités différentes. Pourtant, les quartiers sont souvent qualifiés à partir de caractéristiques fixes (quartiers pauvres *vs* quartiers riches) ou illustrant une transformation unidimensionnelle (quartiers réhabilités, quartiers gentrifiés). On peut penser que c'est là un des effets pervers des découpages réducteurs opérés par les pouvoirs publics qui contribuent ainsi à occulter la pluralité. Le domaine de l'immigration et de la diversité ethnoculturelle est particulièrement concerné par cette question de terminologie sur laquelle il convient de revenir dans le cadre d'une réflexion plus large sur les territoires et la diversité ethnoculturelle. Pour amorcer cette réflexion, nous nous proposons ici d'explorer les changements en cours dans un quartier montréalais¹.

Notre réflexion se base sur des observations empiriques et sur des entretiens menés principalement entre avril 2000 et décembre 2001 dans le cadre d'une thèse de doctorat portant sur les pratiques de gestion de la diversité dans les sports et loisirs (Poirier 2005). Une douzaine d'entretiens semi-directifs a été réalisée auprès de gestionnaires municipaux en loisirs, de conseillers en relations interculturelles de la ville de Montréal et de responsables associatifs impliqués dans le quartier. Ces entretiens ont été complétés par des observations directes lors d'événements se déroulant dans le quartier² et par l'exploration des bottins de ressources mis à la disposition du public par les différents organismes et institutions.

DIVERSITÉ ETHNOCULTURELLE ET TERRITOIRES URBAINS

L'agglomération montréalaise est un cas particulièrement intéressant pour qui examine la répartition spatiale des immigrants puisqu'on y trouve une grande diversité de populations et de configurations territoriales (Charbonneau et Germain 1998). Plus du quart de la population est née à l'extérieur du Canada et plus de 80 % des nouveaux immigrants du Québec s'établissent dans l'agglomération montréalaise. Le quartier Parc Extension est un lieu d'arrivée de ces nouveaux arrivants : au moins un tiers de sa population est née à l'étranger et les cultures présentes sont très variées (Germain 1995).

Situé au centre nord de la ville, Parc Extension est un petit quartier d'une superficie d'1,2 km², avec des rues nord-sud résidentielles, des rues est-ouest plus commerciales, et des espaces industriels situés le long des voies ferrées, aux limites est et sud du quartier (Dansereau 1995). Jusqu'à la fin des années 1990, qui marquent le début d'une période de réinvestissements publics massifs, le quartier était physiquement enclavé. Les résidents exprimaient un fort sentiment d'insécurité et sa réputation était généralement mauvaise. Aujourd'hui, la densité de population y est quatre fois et demie plus élevée que dans la ville de Montréal³ : environ 25 000 habitants/km² contre 5 592 habitants/km² à Montréal.

À différents égards, il se présente comme un quartier de passage : les résidents sont très mobiles et s'enracinent peu, le quartier est un lieu de transit pour le transport intermodal du centre-ville vers la banlieue. En même temps, il a longtemps été le quartier d'établissement de la communauté grecque et aujourd'hui, comme nous le verrons dans ce texte, les immigrants originaires d'Asie du Sud (Inde, Pakistan, Sri Lanka, Bangladesh) s'y installent en grand nombre. Les médias n'ont d'ailleurs pas manqué de noter certains changements démographiques et urbanistiques. Dix ans après la recherche de Germain et ses collaborateurs (1995)⁴ sur les quartiers multiethniques montréalais, quel bilan peut-on faire de l'évolution de Parc Extension ? En quoi ces observations peuvent-elles contribuer à la réflexion sur les quartiers et la diversité ? Notre

analyse s'appuiera sur les concepts de « quartier fondateur » et, surtout, de « quartier d'intégration » qui nous permettront de mieux appréhender les changements observés au sein de Parc Extension et leurs conséquences.

La notion de « quartier fondateur », telle que définie par Jean Rémy (1990), désigne un territoire de première arrivée, de passage, que l'on quitte au fur et à mesure de son intégration socio-économique mais que l'on fréquente pour se ressourcer. Ce dernier incarne en effet le « double lien » avec le pays d'origine et le pays d'arrivée. Pour Germain et ses collaborateurs (1995), au moment de la recherche, le quartier Parc Extension est un exemple de quartier fondateur pour la communauté grecque montréalaise. En fait, cette notion s'inscrit dans la théorie du processus d'assimilation spatiale. Jean Rémy (1990) parle d'ailleurs d'un cosmopolitisme en devenir, notion développée par l'École de Chicago qui renvoie à des comportements résidentiels conformes à la majorité après des passages successifs dans des espaces de moins en moins dominés par la population de la communauté d'origine. Mais Rémy en dit peu sur les quartiers intermédiaires, encore marqués par la culture ethnique mais ne pouvant plus être considérés comme des quartiers fondateurs. En fait, le principal intérêt de cette notion est de marquer un point de départ, de désigner un territoire inscrit dans un processus spatial (qui implique l'agglomération dans son ensemble) et temporel (sur une

ou plusieurs générations).

Le concept de « quartier d'intégration », défini par Patrick Simon (1992), lui est complémentaire car, plutôt que de mettre à jour les trajectoires spatiales, il met l'accent sur le quartier lui-même et sur les dynamiques qui s'y déploient. Selon l'auteur, l'intégration au quartier repose tout à la fois sur « une organisation sociale des résidents permettant la régulation des problèmes de cohabitation », passant éventuellement par le développement d'un tissu associatif, ainsi que sur « l'existence d'une infrastructure commerciale et d'équipements urbains adaptés aux besoins des résidents » (Simon 1992 : 49). Les quartiers d'intégration émergent généralement dans des zones caractérisées par des infrastructures immobilières dégradées favorisant l'arrivée de populations défavorisées, le plus souvent immigrées. Celles-ci s'approprient peu à peu l'espace, le territoire devenant de plus en plus marqué par les groupes ethniques qui y résident : on observe le développement de commerces ethniques, de lieux de culte et d'associations, notamment des associations communautaires, ainsi que le déploiement de pratiques de sociabilité marquées par la structure de classe.

L'intérêt de ce concept est qu'il combine la vocation de lieu d'arrivée et de zone d'établissement, contrairement au modèle de l'École de Chicago qui décrit des espaces séparés et exclusifs. Le quartier d'intégration serait à la fois

un quartier fondateur et un quartier ethnique de deuxième ou troisième établissement pour reprendre les terminologies de Rémy (1990). Ce concept nous semble plus conforme à la réalité, étant moins exclusif quant aux processus qu'il qualifie. Ainsi, plusieurs réalités propres à différentes communautés peuvent s'y côtoyer. En examinant trois dimensions propres aux quartiers d'intégration, soit la diversité de la population, le marquage ethnique et les dynamiques associatives, nous allons revisiter le quartier Parc Extension.

ÉVOLUTION DE LA DIVERSITÉ ET STABILISATION DE LA MOBILITÉ

En 1995, Francine Dansereau définissait le quartier Parc Extension comme une enclave ethnique grecque évoluant vers une multiethnicité. Les principales caractéristiques de ce quartier étaient sans conteste, au moment de l'étude, sa grande diversité ethnoculturelle, une grande pauvreté et une forte mobilité dans un environnement urbain défavorisé (Dansereau 1995). Mais depuis quelques années, des changements à la fois urbanistiques, démographiques et sociopolitiques se sont conjugués pour amorcer une transformation en profondeur. D'ailleurs, l'émergence des communautés originaires d'Asie du Sud laisse à penser que Parc Extension est en train de redevenir un quartier d'intégration, comme il l'a déjà été pour les Grecs, et non plus seulement un quartier de passage.

L'émergence des communautés sud-asiatiques

Lors du recensement de 2001, 62 % de la population était née à l'extérieur du Canada et 17 % était d'immigration récente, arrivée entre 1996 et 2001⁵ (soit 28 % et 7 % pour Montréal). Durant les années 1950 et 1960, les Grecs ont été les plus nombreux à venir s'installer dans le petit quartier Parc Extension (Dansereau 1995). Mais, aujourd'hui, la population immigrante originaire de Grèce diminue, les plus jeunes ménages ayant quitté afin de s'établir ailleurs dans l'agglomération montréalaise. Ainsi, bien que la Grèce demeure encore le principal pays de naissance des immigrants résidant dans le quartier (22 % des immigrants en 2001, 26 % en 1996), elle ne figure plus parmi les cinq principaux pays d'origine des nouveaux arrivants, tant en 2001 qu'en 1996.

Depuis la fin des années 1970 en effet, des populations en provenance de « pays du tiers-monde » se sont massivement installées ou, plus exactement, ont transité par Parc Extension. Le contexte géopolitique mondial a fortement contribué à ce changement : le bassin traditionnel d'immigrants en provenance d'Europe méridionale s'est peu à peu tari avec l'amélioration des conditions socio-économiques et politiques dans cette partie du monde, alors que les pays du Sud sont depuis marqués par la décolonisation et les guerres civiles provoquant l'exode de milliers de

personnes. En 2000, soixante-quinze communautés ethnoculturelles sont recensées à Parc Extension (PEQS 2000). D'ailleurs, plus de la moitié de la population (57 % en 2001, 50 % en 1996) se définit comme appartenant à une « minorité visible »⁶. Il s'agit principalement d'immigrants originaires d'Haïti, d'Amérique centrale, d'Asie du Sud⁷ et du Sud-Est.

Dans les dernières années, la proportion d'immigrants en provenance de pays d'Asie du Sud a en effet considérablement augmenté (voir graphique 1). Dès 1996, l'Inde, le Sri Lanka, le Bangladesh et le Pakistan figuraient parmi les cinq principaux pays de naissance des immigrants récents, c'est-à-dire arrivés au Canada entre 1991 et 1996⁸. Mais en 1996, toutes périodes d'immigration confondues, seuls l'Inde et le Sri Lanka étaient parmi les cinq principaux pays de naissance des immigrants (avec la Grèce, Haïti et la Pologne). Par contre, en 2001, les quatre pays d'Asie du Sud font partie des cinq principaux pays de naissance des immigrants. Les Sud-Asiatiques s'installent donc de plus en plus dans le quartier, passant de 19 % du nombre total d'immigrants en 1996 à 37 % en 2001⁹.

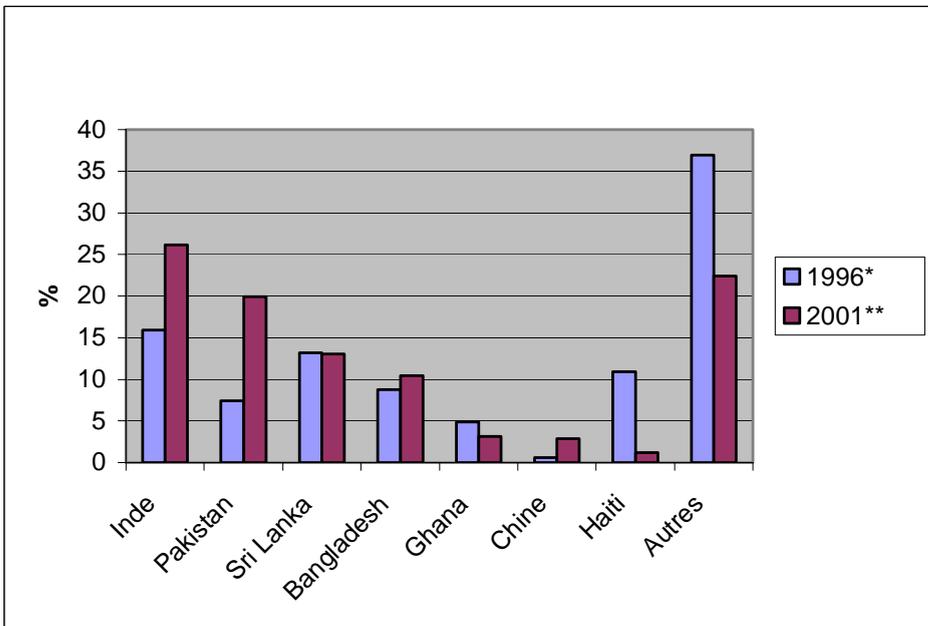
On constate une évolution similaire concernant la progression des langues sud-asiatiques (voir graphique 2) : parmi les 80 % de la population du quartier ayant déclaré une langue maternelle autre que le français ou l'anglais, 30 % ont déclaré une langue sud-asiatique. Enfin, les Sud-Asiatiques

constituent la principale minorité visible du quartier (en 2001, 35 % de la population totale contre seulement 3 % pour la ville de Montréal. Par rapport uniquement à la répartition des minorités visibles du quartier, les Sud-Asiatiques représentent en 2001 61 % de l'ensemble des minorités visibles contre 47 % en 1996).

Cependant, l'examen des seuls pays de naissance ne suffit pas à conclure à un ralentissement de la « multiethnicisation » du quartier,

surtout si l'on considère que les populations sud-asiatiques ne constituent pas un ensemble homogène. D'autre part, la multiethnicité est souvent définie par le fait qu'aucun pays d'origine ne se distingue vraiment sur le plan numérique, on regroupe alors l'ensemble des pays totalisant des petits pourcentages dans une catégorie « autres pays ». Or, la part des cinq principaux pays de naissance parmi les nouveaux arrivants a considérablement augmenté et la catégorie « autres pays » a de ce fait diminué. En 1996, 56 % des nouveaux

Graphique 1 : Principaux pays de naissance des nouveaux immigrants, Parc Extension, 1996 et 2001

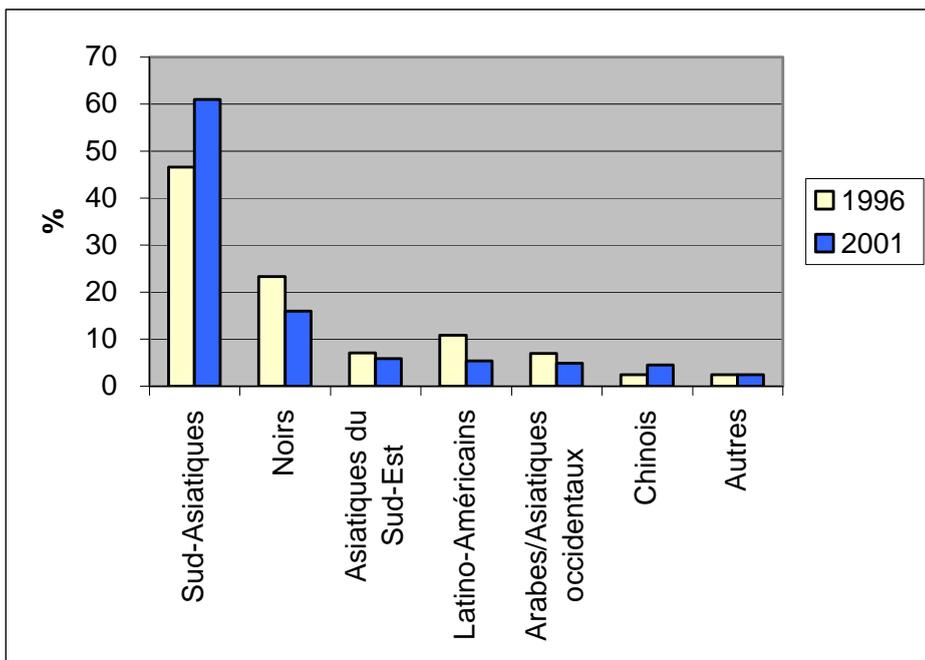


*Immigrants arrivés entre 1991 et 1995

** Immigrants arrivés entre 1996 et 2000.

Source : Statistique Canada, recensements de 1996 et 2001, e-stat¹⁰.

Graphique 2 : Répartition des principales minorités visibles du quartier Parc Extension, 1996 et 2001



Source : Statistique Canada, recensements de 1996 et 2001, e-stat.

arrivants étaient issus de ces cinq pays tandis que 44 % provenaient de la catégorie « autres pays ». En 2001, l'écart s'est considérablement creusé avec 73 % des nouveaux arrivants provenant des cinq principaux pays contre seulement 28 % de pays « autres ». Cela nous conduit donc à évoquer l'idée d'un ralentissement de la diversité qui nuance celle de la multiethnicisation croissante du quartier (Charbonneau et Germain 1998).

Une stabilisation du solde migratoire

Outre sa diversité, Parc Extension est aussi traditionnellement associé à la grande mobilité de sa population. Or, cette mobilité semble en léger recul, comme en témoignent la diminution des déménagements à court terme et celle de la proportion d'immigrants récents. Lors du recensement de 2001, 16 % de la population de Parc Extension résidaient à l'extérieur du quartier l'année précédente, alors qu'en 1996, cette proportion était de 20 %. Serait-ce le signe d'une stabilisation de la population ? Quelles en seraient les raisons : dégradation de la situation socio-économique ou processus

d'intégration spatiale des nouveaux résidents ? Les trajectoires résidentielles des populations sont souvent associées à la situation socio-économique, qui peut être un facteur de mobilité important dans un quartier comme Parc Extension marqué par une forte immigration récente et un manque notable de services et d'infrastructures. Un tiers de la population du quartier vit grâce aux transferts gouvernementaux, tandis que 10 % de la population n'ont aucun revenu. Pour la plupart (90 %), les revenus n'excèdent pas 30 000 \$ (comparativement à 66 % pour Montréal). Par contre, la proportion de chômeurs est en diminution, conformément à la tendance observée plus globalement dans l'ensemble de la ville, passant de 30 % à 21 % de la population de plus de 15 ans.

Il est particulièrement complexe d'appréhender les raisons de cette stabilisation de la mobilité de la population à moyen terme. D'ailleurs, nous ne pouvons parler ici de changements de tendance majeurs, d'autant plus que, comme dans l'ensemble de la ville, la mobilité à cinq ans est encore très importante (la moitié de la population ne résidait pas dans le quartier cinq ans auparavant, que ce soit en 1996 ou en 2001). Par contre, la répartition des immigrants par période d'immigration témoigne d'une relative stabilisation. On remarque en effet que la proportion de nouveaux immigrants a diminué : 28 % de la population immigrante totale en 2001 contre 35 % en 1996. S'agit-il de véritables

changements ou simplement de soubresauts démographiques ? Il semble pourtant que le phénomène perdure depuis maintenant une dizaine d'années. Surtout, les transformations de l'immigration récente commencent à s'imprimer dans l'espace public.

LE NOUVEAU VISAGE DE PARC EXTENSION

Si l'enclave demeure encore aujourd'hui une caractéristique de Parc Extension au sein de la ville de Montréal, les travaux d'aménagement qui ont eu lieu ces dernières années ont considérablement amélioré l'environnement du quartier. De plus, plusieurs commerces ethniques grecs ont laissé place aux commerces sud-asiatiques.

Un quartier dit sensible en réhabilitation

Territoire agricole annexé à Montréal en 1910, le quartier Parc Extension tient son nom de son emplacement au bout de l'avenue du Parc. Le quartier s'est développé principalement dans la période de l'après-guerre, malgré quelques tentatives dans les années 1920. Son isolement spatial contraste avec la densité du tissu urbain et de la population. Plusieurs types d'habitats se côtoient, des maisons familiales, en nombre restreint, aux petits immeubles, plus nombreux, en passant par les duplex/triplex (Dansereau 1995; CDÉC Centre-Nord et Ville de Montréal 2004). Les bâtiments se distinguent selon la

qualité de l'entretien. Certains logements sont complètement insalubres et certains immeubles et espaces communs très peu entretenus. Bien que certaines rues ou portions de rues soient bien entretenues, l'image générale du quartier a longtemps été largement dévalorisée, du moins jusqu'à la fin des années 1990 (Trottier 2000). Francine Dansereau (1995) soulignait d'ailleurs que le sentiment d'insécurité dominait dans ce quartier où s'affrontaient des gangs de rue. La mauvaise réputation du quartier en faisait un espace auquel on refusait de s'identifier. Plusieurs interventions ont cependant permis de revaloriser le territoire, que ce soit la rénovation des parcs, le réaménagement de la gare Jean-Talon ou celui de l'ancienne polyvalente William Hingston¹¹ (Elkouri 1999).

La gare Jean-Talon, située au bout de l'avenue du Parc, symbolise visuellement les changements à l'œuvre, tandis que le réaménagement de la polyvalente consacre les améliorations apportées au chapitre des équipements collectifs et des services à la population. Mais on ne doit pas pour autant faire abstraction des situations encore très précaires identifiées dans le quartier, concernant entre autres le niveau de vie de la population et les conditions de logement. Les logements sont encore souvent de piètre qualité et de taille inadéquate compte tenu de la taille des familles. Ainsi, alors que le nombre moyen de pièces par logement est inférieur à la moyenne montréalaise (4,3 contre 5,2), la taille des ménages est, quant à elle, supérieure à la moyenne

montréalaise (2,6 contre 2,2 personnes). Plus encore, 45 % des ménages sont composés de 3 personnes et plus, ce qui est le cas de seulement 31 % des ménages à l'échelle de la ville (CDÉC Centre-Nord et Ville de Montréal 2004).

Un nouveau marquage ethnique

Avec ses petites entreprises familiales à caractère « ethnique » axées sur l'initiative individuelle, l'entraide et le « self-employment », la diversité ethnique se trouve marquée dans l'espace, ce qui confère à Parc Extension toutes les caractéristiques d'un « quartier d'intégration » (Simon 1992). Si les Grecs sont encore bien souvent propriétaires des bâtiments et des immeubles, les commerces tenus par des Sud-Asiatiques sont en forte augmentation. En effet, les Sud-Asiatiques investissent dans le quartier, tant sur le plan symbolique que financier. Si une grande partie des résidents du quartier d'origine sud-asiatique sont des immigrants récents (ce qui n'implique d'ailleurs pas nécessairement un manque de moyens), d'autres membres influents des communautés qui résident à l'extérieur de Parc Extension sont de plus en plus présents dans le quartier à travers les commerces et la participation dans les organismes et institutions (Cauchy 2003).

Au milieu des années 1990, deux établissements sur trois affichaient clairement leur appartenance à la communauté grecque sur la rue Jean-Talon, entre les rues Hutchison et

Bloomfield (Dansereau 1995)¹². Aujourd'hui, les commerces indiens, bangladeshis, sri lankais etc. se sont multipliés. Ainsi, en 2006, sur le même tronçon de rue, 19 établissements sur 39, soit un sur deux, ont une « identité » ethnique visible et 13, soit un établissement sur trois (ou les deux tiers des établissements marqués ethniquement), s'adressent spécifiquement aux communautés sud-asiatiques. Il s'agit principalement de restaurants, d'épiceries, de magasins de vêtements et autres clubs vidéo¹³. Les établissements grecs et vietnamiens complètent le portrait. Symboliquement, les pancartes d'agents immobiliers avec des noms à consonance sud-asiatique ont remplacé celles des agents grecs.

La multiplication de lieux de culte de confessions hindoue, musulmane et sikh accentue le marquage ethnique du quartier. En 1994, le Centre haïtien d'animation et d'intervention sociales (CH AIS) recensait une quinzaine d'églises et de lieux de culte dédiés à plusieurs confessions et communautés présentes dans le quartier (église baptiste haïtienne, église évangélique arménienne, église unie japonaise, églises orthodoxes grecques) (CH AIS 1994). En 2006, on peut recenser une trentaine de lieux de culte et de salles de prière. Aux églises précédemment mentionnées se sont ajoutés deux temples hindous, un *gurdwara* sikh, deux mosquées et plusieurs *musallah*¹⁴. Le centre hindou tamoul dont la cour est décorée de guirlandes lumineuses, surplombe symboliquement l'entrée est du quartier.

Une analyse détaillée de la fréquentation de ces lieux de culte et de la provenance de leurs visiteurs serait pertinente pour cerner la portée de ces changements. Mais l'évolution des déclarations des résidents sur leur confession religieuse fournit d'ores et déjà quelques indications. Depuis 1991¹⁵, les populations se déclarant de religion musulmane, hindoue et sikh ont considérablement augmenté dans le quartier comme l'indiquent les graphiques 3 et 4.

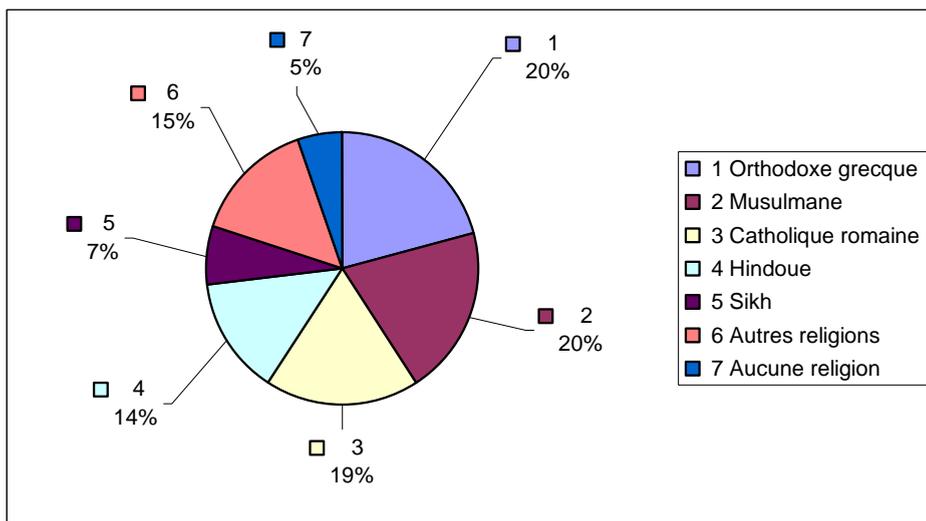
Afin d'observer l'évolution du profil du quartier, nous avons repris les indicateurs sur la religion tels qu'énoncés en 2001 et avons observé leur occurrence dix ans plus tôt. Le graphique 4 permet donc de comparer la proportion des religions du quartier en 1991 à partir des principales religions de 2001.

Ce marquage ethnique est peut-être le signe d'une transformation durable de Parc Extension, que certains commencent d'ailleurs à qualifier de « Little India » (Cauchy 2003).

CONFIGURATIONS ASSOCIATIVES ET ENJEUX DE POUVOIR

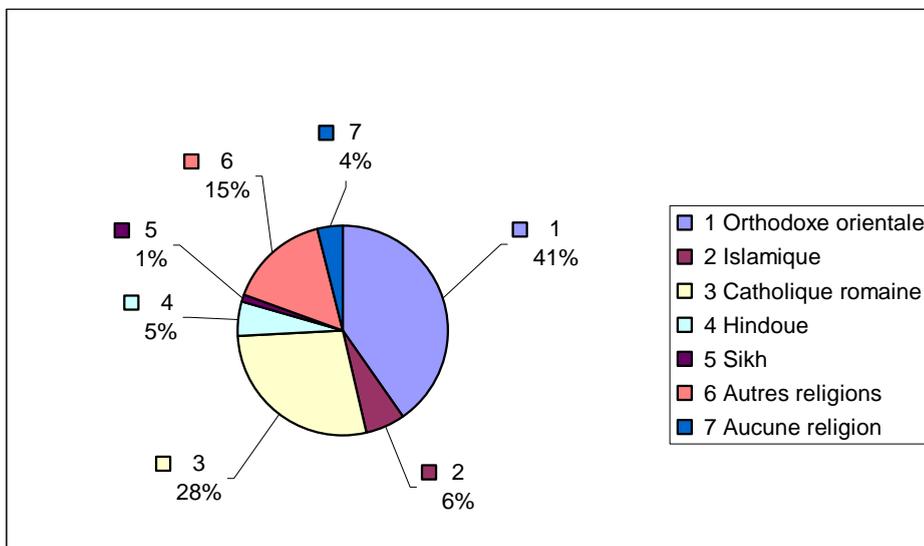
Au chapitre des relations interculturelles, Parc Extension est un cas relativement classique de quartier marqué entre autres par la cohabitation de plusieurs générations d'immigrants qui forment des groupes en concurrence. Cependant, les relations intercommunautaires de voisinage se déroulent presque exclusivement entre populations

**Graphique 3 : Principales religions du quartier
Parc Extension en 2001**



Source : Statistique Canada, recensement de 2001, e-stat.

**Graphique 4 : Proportions, en 1991, des principales religions de 2001
du quartier Parc Extension**



Source : Statistique Canada, recensement de 1991, e-stat.

issues de l'immigration car les population francophones et anglophones, majoritaires à l'échelle de la ville, sont quasiment absentes du paysage local : outre les 80 % des résidents de langue maternelle autre que française ou anglaise, la moitié des résidents parlent une autre langue que le français ou l'anglais à la maison et l'anglais est la principale langue de travail. Germain (1995) utilise dans son étude le terme de « cohabitation pacifique » pour décrire la sociabilité publique dans Parc Extension¹⁶. Cette expression résume bien les situations observées durant notre enquête, bien que nous n'ayons pas procédé à une analyse de la sociabilité proprement dite. Par contre, nous avons étudié les relations entre associations et les relations avec le pouvoir politique qui sont des indicateurs intéressants de l'évolution des configurations locales.

Types d'organisations et relations interculturelles

Le milieu associatif de Parc Extension est marqué par une forte concertation qui a joué un rôle majeur dans les transformations actuelles (Poirier 2000). Certains organismes des communautés ethnoculturelles sont partie prenante de cette concertation, d'autres demeurent à l'extérieur. Au sein de la concertation, on retrouve surtout des organismes qui ont pour vocation d'aider les nouveaux arrivants dans leurs démarches d'installation et d'intégration en leur apportant diverses formes de soutien (francisation, employabilité, aide aux devoirs). Par exemple, la

Société Internationale du Bangladesh, créée en 1989, a pour mission d'offrir à la population des services socioculturels (clinique d'impôt, aide juridique, aide aux devoirs), de favoriser l'intégration des nouveaux arrivants et de faire connaître la culture sud-asiatique. L'organisme siège aux tables de concertation du quartier et semble bien intégré au milieu communautaire, ce qui lui permet d'accéder à des ressources dont il ne bénéficierait pas en travaillant seul.

Autre exemple, pour l'organisme PEYO (Parc Extension Youth Organization), la concertation répond à une stratégie de complémentarité avec d'autres organismes (et non à un besoin comme tel) permettant de maximiser l'utilisation des ressources et d'éviter les redondances. Fondé en 1967 pour offrir des services aux jeunes et à la population du quartier, PEYO occupe une place prépondérante dans Parc Extension : organisme incontournable, il y figure parmi les principaux pourvoyeurs de services sociaux et de loisirs.

Dans une logique similaire, la fondation Bharat Bhavan, ou Maison de l'Inde, a ouvert une « succursale » dans Parc Extension en janvier 1999 afin de répondre aux besoins de la communauté sud-asiatique. Fondée en 1984 dans le quartier Saint-Henri, dans le sud-ouest de Montréal, son implantation dans Parc Extension a été réalisée avec l'aide de la ville de Montréal qui souhaitait mettre en place, via le programme des « quartiers sensibles », des programmes et des activités touchant spécifiquement

ces nouvelles communautés pour pallier les problèmes de communication et d'intégration constatés par les intervenants locaux (entretien avec un responsable associatif). Si les organismes locaux reconnaissent aujourd'hui la pertinence sociale de ce nouveau joueur, la collaboration s'est d'abord avérée difficile. En effet, cette implantation ne s'est pas faite sans heurts en raison à la fois de tensions pour l'acquisition de locaux communautaires, ressource rare à l'époque, et de la confrontation de deux cultures d'intervention, celle de la concertation pratiquée dans le quartier et celle de la Maison de l'Inde, davantage centrée sur l'auto-suffisance. La Maison de l'Inde est en effet peu présente dans la concertation : elle fonctionne de façon autonome et indépendante en développant ses propres projets. Il s'agit en fait d'un organisme assez expérimenté, en grande partie financé par des dons versés par les membres les plus riches de la communauté, qui fonctionne principalement à partir des clientèles qui résident dans toute l'agglomération. Il ouvre des points de service là où la population en a besoin, d'où sa présence dans Parc Extension, mais intervient peu dans une perspective de développement local pour la population du quartier dans son ensemble. Ce mode de fonctionnement « dissident » a pu susciter des tensions avec les autres organismes, desservant quant à eux l'ensemble des résidents du quartier. Depuis 1999, selon les interlocuteurs rencontrés, la situation a néanmoins progressivement évolué vers une meilleure collaboration et une

adaptation mutuelle. La Maison de l'Inde est présente lors des grands événements de Parc Extension, tels que le festival interculturel organisé chaque année par PEYO au mois d'août. La Fête des Lumières ou *Diwali* (fête hindoue) qu'elle organise en novembre est devenu un événement annuel important.

Outre ces organismes présents dans le quartier depuis un certain temps (à l'exception de la Maison de l'Inde, mais qui existait dans un autre quartier), on retrouve dans Parc Extension d'autres organismes de communautés ethnoculturelles, principalement ceux des aînés, également actifs au sein de la concertation. Les Grecs et les Italiens ont été à l'origine de plusieurs associations de type culturel (danses folkloriques ou autres) et d'entraide aux aînés tels que le Conseil régional des aînés italo-canadiens (CRAIC) ou l'association hellénique des femmes âgées du Québec Filia. Il est à noter que les employés des institutions et des organismes multiethniques communautaires et de loisirs sont encore majoritairement issus de la société d'accueil. Ils sont soit d'origine ethnique française ou anglaise, soit d'origine italienne ou grecque (descendants d'immigrants). Cette situation est peut-être en train de changer avec les pratiques d'embauche de certains organismes, notamment les organismes de loisirs, qui visent à favoriser l'embauche de personnel multilingue reflétant la diversité du quartier (Poirier 2005).

Enfin, depuis le début des années 2000, de nombreuses associations

indiennes, pakistanaises, tamoules et bangladeshis se sont installées dans le quartier. En 1994, le bottin des ressources du quartier Parc Extension élaboré par le Centre haïtien d'animation et d'intervention sociales ne mentionnait aucun organisme culturel ou d'entraide sud-asiatique (CHAI 1994). En 2005, le même bottin édité par la table de concertation Parc Extension Quartier en santé (PEQS) en dénombre une quinzaine (Valente 2005). Plusieurs d'entre eux ont une vocation plus large que le quartier, tels que le Conseil national des Bangladeshi-Canadiens fondé en 2003.

Ces reconfigurations associatives, de même que les changements dans le marquage ethnique du quartier, s'accompagnent de l'émergence de véritables élites et leaders ethniques dont l'influence et les appuis politiques contribuent à augmenter la visibilité de ces communautés et à améliorer la prise en compte des problématiques spécifiques. Cependant, le pouvoir politique local semble encore peu investi par ces communautés en émergence.

Le pouvoir politique, dernier bastion de la présence grecque

Comme beaucoup de communautés d'implantation aujourd'hui ancienne, la communauté grecque a connu de profonds changements à la fois en termes de situation socio-démographique, de localisation dans l'espace urbain et de pratiques socioculturelles. Les premiers Grecs qui se sont installés à Montréal ont conservé leur culture ethnique et ont bénéficié d'une indépendance

institutionnelle, tout en témoignant d'une intégration civique par l'acquisition de la citoyenneté canadienne et l'expression de leur droit de vote (Brédimas-Assimopoulos 1975). Ils partagent avec les Indiens une grande fierté à l'égard de leur culture d'origine, ce qui a notamment permis la préservation de la langue grâce à la mise sur pied d'institutions d'enseignement (Nadeau 2003).

En 1975, Nadia Brédimas-Assimopoulos soulignait que les Grecs privilégiaient l'allégeance au Parti libéral plutôt qu'à la communauté en élisant un non-Grec plutôt que le candidat grec du Nouveau Parti démocratique (NPD). Depuis, plusieurs élus d'origine grecque ont toutefois été élus aux différents paliers gouvernementaux, et pas seulement à titre de députés du Parti libéral. Le secteur de Parc Extension est situé dans les circonscriptions électorales de Laurier-Dorion, pour le niveau provincial, et de Papineau-Saint-Denis, pour le niveau fédéral. Élu sans interruption entre 1985 et 2004, l'élu provincial libéral était d'origine grecque. Aux élections municipales, la présence grecque est encore plus évidente : entre 1994 et 2005, la totalité des candidats était d'origine grecque, excepté en 1998, où l'un des sept candidats du district était d'origine indienne. Lors des élections municipales de 2005 cependant, cette forte présence grecque a considérablement diminué. Seule l'élue sortante, d'ailleurs réélue, est alors d'origine grecque, ce qui laisse présager

une reconfiguration politique locale. Les autres candidats étaient d'origine québécoise ou vietnamienne notamment. Par contre, les Sud-Asiatiques demeurent peu représentés dans la compétition politique en termes de candidats, même si plusieurs organismes ont ouvertement pris position. Ainsi, la Société internationale du Bangladesh figurait sur la liste de soutien de l'Union des citoyens et citoyennes de l'île de Montréal (UCIM) en 2005. C'est surtout au niveau fédéral qu'on retrouve plusieurs candidats sud-asiatiques.

Par ailleurs, les observations que nous avons menées durant les conseils de quartier de Parc Extension entre 2000 et 2001 ont montré que le jeu politique local était majoritairement grec. Malgré l'importance numérique croissante des Sud-Asiatiques dans le quartier, leur présence à titre individuel était encore très limitée lors des séances publiques du conseil, tout comme pour les autres communautés du quartier. Par contre, en tant que représentants d'un organisme ou d'une instance de concertation ils pouvaient y assister, voire intervenir. Par ailleurs, la grande majorité de l'assistance et des interventions auprès des élus étaient le fait de citoyens d'origines grecque et/ou arménienne, certains s'adressant même à l'élue en grec. Certes, la représentation politique à l'échelon municipal et la prise de parole durant les assemblées publiques ne permettent pas de définir l'influence de telle ou telle communauté dans les jeux de pouvoirs réels car les négociations informelles et les relations

politiques en dehors du quartier peuvent également avoir des effets dans l'avancement de certains projets. D'ailleurs, c'est peut-être précisément la stratégie adoptée par certaines élites sud-asiatiques qui semblent, comme le suggèrent certains de nos interlocuteurs, s'adresser à différents échelons politiques.

UN QUARTIER D'INTÉGRATION DANS UN ESPACE MÉTROPOLITAIN EN CHANGEMENT ?

Les trois dimensions des quartiers d'intégration examinées ici permettent de conclure que Parc Extension présente toutes les caractéristiques d'un quartier d'intégration pour les communautés sud-asiatiques. Les transformations de la population et sa relative stabilisation, le marquage ethnique à dominante sud-asiatique des rues commerçantes, la présence dans le quartier d'élites non plus seulement grecques mais aussi d'Inde et du Bangladesh, entre autres, les lieux de culte et les fêtes, confèrent au quartier une nouvelle image.

Pourtant, la multiethnicité n'a pas disparu, bien au contraire, ne serait-ce que par la diversité des populations qui composent l'ensemble qualifié de « Sud-Asiatique ». En fait, la figure du quartier d'intégration se superpose aux précédentes que sont le quartier fondateur, le quartier multiethnique ou le quartier de transit. En proposant une relecture de Parc Extension à partir du concept d'intégration associé au territoire, ce texte démontre la

coexistence des temporalités et des territorialités. D'ailleurs, il serait pertinent d'étayer ces observations par une analyse approfondie de la sociabilité permettant d'actualiser les pratiques identifiées dans l'étude sur les quartiers multiethniques (Germain 1995), voire d'identifier le développement de véritables institutions ethniques spécifiques en essayant de comprendre comment les communautés interagissent. La transformation récente d'espaces industriels en lofts à la lisière du quartier pourrait bien amorcer d'autres pratiques du territoire par de nouveaux résidents, sans compter qu'à l'échelle de la ville, elle-même en redéfinition, la diversité s'est progressivement diffusée dans de nouveaux quartiers montréalais qu'il serait intéressant d'étudier plus avant.

À travers cette étude exploratoire du quartier Parc Extension, nous avons pu appréhender les limites des terminologies employées pour qualifier les territoires de la diversité. Certaines font référence à des processus spatiaux dans un ensemble plus large, comme le quartier fondateur, d'autres concernent des dynamiques internes aux quartiers voire aux communautés, comme le quartier d'intégration. Une question demeure, comment refléter adéquatement la pluralité des expériences vécues dans un même espace ?

Notes

¹ L'auteure tient à remercier les évaluateurs de cet article pour leurs commentaires à la fois judicieux et précis.

² Nous avons assisté à six réunions du service des loisirs, une réunion d'information sur les élections municipales, quatre conseils de quartier de Parc Extension, une formation interculturelle pour les surveillants de piscines, une réunion de la table de concertation locale, une fête multiculturelle organisée dans le cadre des festivités de la Saint-Jean, la fête nationale du Québec. À ces observations se sont ajoutées des visites régulières dans le quartier.

³ Il s'agit de la superficie de la ville de Montréal avant la fusion municipale de 2002.

⁴ Recherche menée en 1992-1993.

⁵ Lors du recensement de 1996, ces proportions étaient respectivement de 61 % et 21 % (27 % et 8 % pour Montréal).

⁶ Notion de « minorité visible » au sens défini par Statistique Canada, soit une catégorie statistique désignant les personnes autres que des Autochtones qui, selon la *Loi sur l'équité en matière d'emploi*, ne sont pas de « race blanche » ou n'ont pas la peau blanche. Les principales catégories sont : Chinois, Sud-Asiatiques, Noirs, Arabes, Asiatiques occidentaux, Philippins, Asiatiques du Sud-Est, Latino-américains, Japonais, Coréens.

⁷ Le terme « Sud-Asiatique » est plutôt employé pour désigner la catégorie de minorité visible des ressortissants des pays de cette région du globe. Il est bien évident que ce terme ne rend pas justice à la diversité de culture et de religion. En aucun cas les Sud-Asiatiques ne forment un groupe monolithique, sans parler des conflits qui opposent leurs pays d'origine. Cependant, la compilation des chiffres relatifs à l'immigration et aux langues, de ces différents pays permet de saisir l'ampleur du phénomène migratoire en cours à Montréal.

⁸ À l'échelle de Montréal, le Sri Lanka, l'Inde, et le Bangladesh sont parmi les 10 premiers pays de naissance des nouveaux immigrants en 1996 (respectivement 3^e, 10^e et 9^e) alors qu'aucun de ces trois pays ne figure parmi les 10 principaux pays de naissance des immigrants dans leur ensemble. En 2001, le Sri Lanka est le 6^e pays de naissance des nouveaux immigrants, l'Inde est 8^e, le Bangladesh 10^e et le Pakistan, 11^e (source : données du recensement de Statistique Canada disponible en ligne via e-stat : <http://estat.statcan.ca/>).

⁹ En terme d'immigration récente seulement, parmi les nouveaux immigrants arrivés entre 1996 et 2000, 59 % sont nés dans un pays d'Asie du Sud.

¹⁰ Tous les calculs ont été effectués par l'auteure avec les données de Statistique Canada mises gratuitement à la disposition du secteur de l'éducation par l'intermédiaire de e-stat. Ces données sont disponibles en ligne pour les enseignants et étudiants des établissements inscrits.

¹¹ Depuis 1999, en vertu de l'entente-cadre Ville de Montréal – Gouvernement du Québec dans laquelle s'inscrit le programme des quartiers ciblés comprenant des investissements dans les équipements collectifs, la ville de Montréal a entrepris de rénover les parcs et les artères commerciales du quartier, en particulier le Parc Athéna (Roy 1999). Parc Extension ayant été identifié comme un des onze « quartiers sensibles » de la métropole, plusieurs projets communautaires d'envergure ont aussi été financés dans le cadre de la lutte contre l'exclusion.

¹² Plusieurs commerces sud-asiatiques, notamment sur la rue de Liège, avaient déjà été identifiés par des chercheurs (Dansereau 1995).

¹³ Pour comptabiliser ces établissements, nous avons pris en compte les produits offerts (saris, films bollywood), les inscriptions sur les devantures telles que « produits indiens » et les inscriptions en langues sud-asiatiques.

¹⁴ Pour identifier ces lieux de culte, nous avons principalement utilisé le bottin téléphonique en version électronique et les sites Internet d'information des communautés religieuses.

¹⁵ Nous ne disposons pas d'information sur la religion dans le recensement de 1996.

¹⁶ Les observations menées dans les espaces publics démontraient en effet que l'entre-soi prédominait mais sans que ne se manifeste une quelconque hostilité entre les groupes. Certaines tensions ethniques s'expriment cependant entre groupes de jeunes (Dansereau 1995).

Bibliographie

Bassand, M., V. Kaufmann et D. Joye (dir.), 2001. *Enjeux de la sociologie urbaine*. Lausanne, Presses polytechniques et universitaires romandes, Coll. Science, technique, société.

Boudreau, J.-A., 2004. « Territoire vécu, territoire institutionnalisé et territoire stratégique : de la redéfinition de la solidarité sociale à Los Angeles », *Lien social et Politiques*, n° 52, p. 107-118.

Brédimas-Assimopoulos, N., 1975. « Intégration civique sans acculturation. Les Grecs à Montréal », *Sociologie et Sociétés*, vol. VII, n° 2, p. 129-141.

Cauchy, C., 2003. « Les communautés de la nouvelle vague. De "Parc Ex" à "Little

Hindustan" », *Le Devoir*, 23 décembre, Les actualités, p. A1.

Centre haïtien d'animation et d'intervention sociales (CHAIS), 1994. *Bottin des ressources de Parc Extension*. Montréal, CHAIS.

Charbonneau, J. et A. Germain, 1998. « Les modèles d'insertion urbaine des groupes ethniques : discussion à partir du cas des quartiers multiethniques montréalais », *Canadian Ethnic Studies*, vol. XXX, n° 1, p. 97-117.

Dansereau, F., 1995. « Parc Extension : du quartier fondateur à la multiethnicisation en accéléré », in A. Germain (coord.), *Cohabitation interethnique et vie de quartier*. Québec, Ministère des affaires internationales, de l'immigration et des communautés culturelles, Coll. Études et recherches, n° 12, p. 95-139.

Elkouri, R., 1999. « Embellie à Parc Extension : la criminalité recule, affirme la police », *La Presse*, 22 juillet, Nouvelles générales, p. A5.

Germain, A. (coord.), 1995. *Cohabitation interethnique et vie de quartier*. Québec, Ministère des affaires internationales, de l'immigration et des communautés culturelles, Coll. Études et recherches, n° 12.

Nadeau, J., 2003. « Passage des générations. La fierté grecque », *La Presse*, 29 mars, Culture, p. 15.

Parc Extension Quartier en santé (PEQS), 2000. *Parc Extension quartier en santé*. Montréal, Régie régionale de la santé et des services sociaux de Montréal-Centre, Direction de la santé publique, Centraide du Grand Montréal, Coll. Développement des communautés locales : portrait de concertations de quartier à Montréal.

Poirier, C., 2005. *L'ethnicité comme ressource politique : partage de l'espace urbain et gestion de la diversité à Montréal et Bordeaux*. Thèse de doctorat, INRS-UCS/Université Michel de Montaigne Bordeaux 3.

Poirier, C., 2000. *Mobilisations associatives et conflits d'appropriation : le cas de la gare Jean-Talon à Montréal*. Montréal, INRS-Urbanisation, coll. Culture et Ville, n° 00-23.

Rémy, J., 1990. « La ville cosmopolite et la

- coexistence inter-ethnique », in A. Bastenier et F. Dassetto (éd.), *Immigrations et nouveaux pluralismes. Une confrontation de société*. Bruxelles, De Boeck, coll. Ouvertures sociologiques, p. 85-106.
- Roy, P., 1999. « Bourque en campagne. Plus que... trois ans et demi avant les élections ! », *La Presse*, 10 juillet, Actualités, p. A3
- Simon, P., 1992. « Belleville, un quartier d'intégration », *Migrations Société*, vol. IV, n° 19, p. 45-68.
- Statistique Canada (2006). Données du recensement de Statistique Canada. En ligne via e-stat : <http://estat.statcan.ca/>.
- Trottier, É., 2000. « Une bougie d'allumage pour les quartiers démunis », *La Presse*, 9 mai, p. A6.
- Valente, R., 2005. *Répertoire multilingue des ressources de Parc Extension*. Montréal, Parc Extension Quartier en santé (PEQS).